

Manche

## Un climat d'inquiétude pour les syndicats



**LA RENTRÉE** est sous le signe des revendications pour le Syndicat national des enseignements du second degré de la Manche (SNES FSU 50). Syndicat qui représente entre autres les enseignants, les surveillants, les psychologues et conseillers d'orientation dans les collèges et lycées.

Après des mobilisations antérieures, notamment lors des épreuves du baccalauréat, où de nombreuses copies ont été retenues, le syndicat est toujours dans l'attente d'une ouverture de négociations concernant la réforme du bac, qui est entrée en vigueur depuis cette rentrée scolaire. « Nous sommes très inquiets », soulignent Michaël Habert et Pascal Roger, du syndicat SNES FSU 50.

### Manque de moyens

Concernant la réforme, les filières ont laissé la place à des spécialités. « Nous n'avons même pas été formés pour enseigner dans ces spécialités. Elles sont d'un niveau trop élevé pour certains élèves », expliquent les deux membres du syndicat, qui ne manquent pas de donner quelques exemples concernant un manque de moyen pour en enseigner certaines. « Nous pouvons citer l'exemple d'une spécialité appelé Sciences Numériques et Technologie, où 35 élèves n'ont même pas accès à un poste informatique pour étudier. Les cours sont purement théoriques. Il y a un vrai manque de matériel pour enseigner. La réforme nous impose quelque chose, mais rien n'est prêt ».

Auparavant matière générale, les mathématiques ne sont disponibles que pour les élèves qui auront choisi cette matière dans leur spécialité. Un nombre de spécialité limité à trois, dont l'une d'elle doit être abandonnée en fin de 1<sup>re</sup>.

### Des postes supprimés

Les sessions d'épreuves de contrôle en continu sont aussi source d'inquiétude. La réforme met en place l'évaluation permanente, et ce, dès la 1<sup>re</sup>. « On se demande si les élèves ont conscience que la première session d'épreuves commence ce début janvier ».

Concernant les ASEH (anciennement AVS) chargé d'aider à l'inclusion des personnes en situation de handicap, le syndicat soulève aussi des problématiques. « Un ASEH s'occupe désormais de plusieurs élèves. Nous ne sommes pas formés à prendre le relais si l'ASEH doit partir dans un autre établissement pour s'occuper d'un autre élève. »

Le syndicat considère que le ministère de l'Éducation nationale dégrade le service public. Cette année, pour le second degré, 2 650 postes sont supprimés, soit 5 250 suppressions d'emplois en deux rentrées scolaires. Une vingtaine de postes sont aussi supprimés dans les collèges de la Manche, 17 dans les lycées général et technologique, 7 dans les lycées professionnels. Des suppressions qui arrivent alors que, pour le second degré, 34 000 élèves supplémentaires viennent de rentrer en classe.

Julien LUCAS



*Le SNES FSU 50 pointe du doigt la réforme du baccalauréat entrée en vigueur, mais aussi un manque de moyens et d'effectifs.*